CE MONDE QUI BOUGE

Syrie, comment les va-t-en-guerre ont été pris de court ?

Par Hassane Zerrouky

Avec sa proposition de placer les stocks d'armes chimiques sous contrôle international, Vladimir Poutine a repris la main sur le dossier syrien et permis à la Russie de revenir au centre du jeu diplomatique. Depuis lundi, la diplomatie a donc repris ses droits et l'option militaire est pour l'heure écartée. Barack Obama, qui donnait l'impression d'aller à reculons vers une confrontation militaire avec la Syrie rejetée massivement par ses compatriotes (63% d'Américains y sont hostiles), et qui n'était même pas sûr que le Congrès américain vote une résolution autorisant des opérations militaires contre Damas, a rapidement accepté l'offre russe tout en la conditionnant par l'adoption d'une résolution contraignante à l'ONU. La France, fervente partisane de frappes militaires contre la Syrie, a été de nouveau prise de court comme elle l'avait été au moins à deux reprises : une première fois quand l'allié britannique a fait défection – le Parlement britannique s'étant opposé à une intervention de la Grande-Bretagne – et une seconde fois quand Obama a décidé de solliciter l'accord du Congrès avant toute décision d'entrer en guerre, alors que Hollande croyait dur comme fer à une opération militaire au plus tard le 1er septembre, en tout cas avant l'ouverture du sommet du G20. Bien plus, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ainsi que plusieurs pays de l'Union européenne (UE) ont réagi positivement à la proposition russe.

Sonnée par ce retournement inattendu, la France de Hollande, isolée diplomatiquement, s'est empressée d'annoncer le dépôt d'un projet de résolution contraignant au Conseil de sécurité de l'ONU y incluant une clause accusant le régime de Damas d'avoir utilisé des armes chimiques le 21 août dernier alors que les experts de l'ONU n'ont pas encore publié les résultats de leur enquête. En vérité, ce projet de résolution, qui a toutes les chances de se heurter au veto russe et chinois, n'a qu'un seul objectif : torpiller toute possibilité d'issue politique à la crise syrienne basée sur un compromis entre tous les protagonistes. La France, qui a reconnu l'opposition syrienne dominée par les Frères musulmans et parrainée par les pétromonarchies du Golfe, avait dès 2011 parié sur la chute du régime syrien. Et depuis, malgré le départ de Sarkozy, elle n'a pas changé de ligne. Elle est au fond sur la même ligne que les pétromonarchies du Golfe, principaux soutiens des groupes islamistes armés syriens. Or, Paris avait un autre choix, celui d'écouter d'autres acteurs de la crise syrienne comme, par exemple, le Comité national de coordination des forces de changement démocratique (CNCD). Ce dernier, qui refuse fermement toute intervention militaire extérieure, est présent sur le terrain avec des dirigeants de valeur comme Aram Karabet qui a passé 13 ans dans les prisons syriennes, et propose une solution politique à la crise qui ravage la Syrie.

Quant à la Russie de Poutine, elle est devenue un acteur incontournable de la scène internationale. Au sommet du G20, alors que les médias européens, surtout français, pointaient un Vladimir Poutine isolé, sur la défensive face au duo Obama-Hollande qui bombaient alors le torse, le dirigeant russe est apparu très à l'aise, parvenant à couper l'herbe sous le pied des Américains et des Français en mettant d'emblée à l'ordre du jour du G20 le dossier syrien. Avant que son chef de la diplomatie Sergei Lavrov ne fasse quelques jours plus tard cette proposition de mise sous contrôle international de l'arsenal chimique syrien qui a pris au dépourvu Washington et ses alliés, et ce, alors que François Hollande, plus va-t-en-guerre que jamais, se frottait les mains à l'idée d'une opération militaire jugée imminente, convaincu que le Congrès américain allait donner le feu vert à Obama en l'autorisant à ordonner une opération militaire contre Damas.

En changeant la donne, la proposition russe va rendre plus difficile à l'avenir le recours à des frappes militaires contre le régime syrien. Quant à ce dernier, il serait bien avisé de saisir cette chance et d'accepter de s'asseoir à la table de négociation.

H. Z.

SYRIE : AVEC SON OFFRE, LA RUSSIE SE REPLACE AU CENTRE DU JEU

Au tour de Poutine de prendre à contre-pied Obama et Hollande

Si la diplomatie donnait l'impression de reprendre le dessus quant au dénouement de la crise syrienne dans les premières heures qui ont suivi la proposition russe consistant à placer sous contrôle international l'arsenal chimique syrien, très vite, l'acceptation quasi-unanime des va-en-guerre s'est transformée en «oui, mais ; oui sous certaines conditions…».

Le spectre de l'action militaire s'est certes quelque peu éloigné, mais Obama comme Hollande — qui ne pouvaient décemment pas dire non au risque de se disqualifier auprès de leurs opinions — ne donnent toutefois pas l'impression d'avoir abandonné leur projet de faire plier El Assad. Tout le problème est de savoir comment et pour l'heure, les deux sont bien heureux, même s'ils ne l'avouent pas, d'avoir été sauvés momentanément pas Poutine.

Sans conteste, s'il y en a bien un autre de sauvé, pour l'heure, c'est évidemment le peuple syrien, qui accueille avec soulagement ce qu'il sait bien n'être qu'une pause. Ces dernières heures la donne a changé, les plannings américain et français ont été totalement chamboulés par Poutine qui a piégé tout le monde et brouillé les calculs savamment et secrètement élaborés.

Lundi soir, la proposition russe de placer sous contrôle international le stock d'armes chimiques syrien puis de le détruire et enfin d'intégrer la Syrie dans l'institution pour l'interdiction des armes chimiques et qui a reçu l'aval de Damas, a eu pour effet de prendre les partisans des frappes au dépourvu. Nul ne s'y attendait. Dès lors, les deux chefs d'Etat en première ligne pour l'intervention — Obama et Hollande — pris par surprise, ne pouvaient qu'approuver publiquement «avec intérêt» cette perche de Poutine. Il a bien fallu alors, au moins, modifier les calendriers.

Le vote prévu initialement pour mercredi 11 septembre (hier) au Sénat américain sur la résolution d'autorisation du recours à la force en Syrie a été reporté sans qu'une nouvelle date en soit fixée.

De son côté, la France, moins de 24 heures après la proposition russe, a soumis une proposition de résolution en cinq points : une condamnation du massacre du 21 août dernier commis par le régime syrien ; le placement sous contrôle international et le démantèlement du programme d'armes chimiques syrien, la mise en place d'un dispositif complet d'inspection et de contrôle des obligations de la Syrie sous l'égide de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Rien moins que cela et le chef de la diplomatie française de préciser que ce n'est qu'à l'acceptation de ces conditions que sera jugée la crédibilité de la proposition russe.

Comme il fallait s'y attendre, la mise en cause, sans preuve et sans procès, du gazage des Syriens par l'autorité syrienne a conduit Damas comme Moscou à rejeter le projet de résolution français. C'est à croire que Paris a trouvé, lui semble-t-il, la parade pour sortir du piège dans lequel l'a installé la proposition russe.

Comble de l'ironie, c'est encore Laurent Fabius, le ministre français des Affaires étrangères, qui, sans gêne aucune, a qualifié la proposition russe de lundi dernier de «porte de sortie» pour la Russie et qu'elle est le résultat de «la fermeté des Occidentaux, qui a payé». Ce type de discours ne peut tenir ni dans l'immédiat, ni dans la durée.

Obama, Hollande comme son guerrier Fabius, savent qu'ils se trouvent piégés et que leur engagement éventuel dans des frappes en Syrie, fût-il ciblé et de courte durée, est déjà rejeté par une opinion publique qui leur demande deux choses : ne pas intervenir dans de nouvelles guerres et laisser aux concernés — en l'occurrence à l'ONU — le soin de vérifier d'abord toutes les supputations et ensuite de décider de ce qu'il y a lieu de faire.

Khedidja Baba Ahmed

LIBYE

Le torchon brûle entre le Premier ministre et les Frères musulmans

Les Frères musulmans libyens menacent de retirer leurs ministres du gouvernement auquel ils reprochent notamment son rapprochement avec les nouvelles autorités égyptiennes, aggravant les tensions dans le pays en proie à une crise pétrolière et à une insécurité croissante.

La pression sur le Premier ministre Ali Zeidan, un libéral élu en octobre 2012 par le Parlement, s'est accentuée la semaine dernière après sa visite en Égypte où il a rencontré notamment son homologue Mansour Adli ainsi que le général Al-Sissi, le chef de l'armée qui a destitué début juillet le président Mohamed Morsi issu des Frères musulmans.

Dans un communiqué, le Parti pour la justice et la construction (PJC), branche politique des Frères musulmans libyens, a vivement critiqué cette visite qu'il a considérée comme une «reconnaissance franche du coup d'Etat et de ses instigateurs qui ont commis des crimes et des violations des droits de l'Homme» contre des membres de la confrérie en Égypte.

Ce parti a accusé M. Zeidan d'avoir effectué cette visite en vue de «détourner l'attention de l'opinion publique des affaires intérieures» et de l'«échec cuisant du gouvernement à tous les niveaux, évoquant notamment la chute de la production pétrolière, l'insécurité et la corruption.

Lors d'une conférence de presse, le Premier ministre a expliqué avoir effectué «cette visite dans l'intérêt de la nation», mettant en avant les étroites relations entre l'Égypte et la Libye et l'importance de la coopération entre les deux pays voisins, en particulier dans le domaine de la sécurité.

M. Zeidan a affirmé en outre que les Frères musulmans et le PJC étaient, dès le départ, hostiles à sa candidature au poste de chef de gouvernement, et qu'ils avaient accepté «à contrecœur» de participer au cabinet, étalant pour la première fois en public les divisions au sein de son gouvernement. Les islamistes détiennent cinq portefeuilles : le Pétrole, l'Electricité, l'Habitat, la Jeunesse et l'Economie.

Le vice-Premier ministre Awadh al-Barassi issu lui aussi du PJC avait démissionné début août, reprochant notamment au gouvernement «ses dysfonctionnements».

Selon une source du PJC, le bureau politique du parti a décidé lors d'une réunion dimanche de charger un «comité de crise» de se prononcer sur un éventuel retrait des ministres islamistes.

Echec à rétablir la sécurité

Le chef du PJC, Mohamed Sawan, a cependant précisé cette semaine que «les critiques du parti contre le gouvernement n'ont aucun lien avec la visite de M. Zeidan en Égypte».

Il a reproché à M. Zeidan son échec à rétablir la sécurité et à mettre en place une police et une armée professionnelles.

«Les résultats d'Ali Zeidan sont mauvais. Mais les critiques du PJC après la visite (en Égypte) démontrent que l'appartenance des Frères musulmans libyens à la confrérie (en Égypte) est plus forte que leurs liens avec la nation» libyenne, a estimé l'analyste politique Issam al-Faidi.

Les divisions dans le gouvernement d'Ali Zeidan risquent d'aggraver la crise économique, politique et sécuritaire dans le pays. Le gouvernement fait face en particulier à une chute sans précédent de la production d'hydrocarbures, après le blocage par des gardes des installations pétrolières de plusieurs terminaux. Selon les autorités, la production du brut qui représente près de 90% du PIB a chuté à moins de 100 000 barils par jour, contre une moyenne de 1,5 à 1,6 million b/j. La grogne monte par ailleurs au sein de la population en raison de la détérioration des services publics.

Ainsi, les habitants de la capitale souffrent quotidiennement de coupures d'électricité et d'eau de plus en plus fréquentes et font face à une montée de la criminalité. Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi tué en octobre 2011, l'est du pays est par ailleurs en proie à une série d'attaques contre les services de sécurité et intérêts occidentaux.